



KALIÈS

Étude & conseil
en environnement,
énergie & risques industriels

NOTE RELATIVE A LA FAISABILITE DU REJET DES EAUX USEES INDUSTRIELLES DU SITE VERS LA STATION D'EPURATION DE LA COMMUNE



**ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT
VILLERS-BRETONNEUX**

Fait à Lezennes, le 31 août 2017

KALIÈS – KA14.03.001/A

SIÈGE SOCIAL

16, rue Louis Neel - 59260 LEZENNES - Tél : 03 20 19 17 17 - Fax : 03 20 19 17 41 - www.kalies.com

SAS au capital de 119 900 euros - APE 7022 Z - SIRET 420 116 253 000 48 - RCS Lille B 420 116 253 - TVA FR 29420116253

Préambule

La société ORTEC exploite une plate-forme de transit, tri, valorisation de déchets dangereux sur le site de VILLERS-BRETONNEUX.

Dans le cadre d'aménagements envisagés sur le site, la société ORTEC, accompagnée du bureau d'étude KALIES, a déposé en Préfecture de la Somme un dossier de demande de régularisation de l'autorisation d'exploiter.

Ce dossier a fait l'objet de plusieurs remarques par la DREAL en juillet 2016.

L'objet de cette note est d'apporter des éléments de discussion concernant l'insuffisance n°7 « *au regard des activités exercées par le pétitionnaire et conformément à l'arrêté ministériel du 10/07/90, le rejet des eaux industrielles dans la STEP de Villers-Bretonneux fonctionnant en infiltration ne pourra pas être autorisé* ».

Discussion

Concernant la nature des eaux rejetées

Actuellement le site TRD du groupe ORTEC n'est à l'origine d'aucun rejet d'eaux usées industrielles, bien qu'il existe une convention de déversement conclue avec la SAUR, gestionnaire du réseau, en 2012. Cette convention prévoit le rejet des eaux usées domestiques ainsi que le rejet des eaux usées autres que domestiques dans le cadre de l'évolution des futures activités.

Les eaux usées domestiques (eaux vannes) sont collectées dans le réseau public d'assainissement des eaux usées et traitées par la station d'épuration de Villers-Bretonneux.

Les eaux pluviales non compatibles avec un rejet sont reprises et traitées comme un déchet en filière externe autorisée.

De plus, la future activité d'évapoconcentration sera à l'origine de rejets d'eaux usées industrielles au réseau communal. Une partie des eaux reçues (déchets) ou collectées sur le site (eaux pluviales, eaux provenant d'autres opérations de traitement) sera traitée par une installation physico-chimique et biologique. Ces nouvelles installations seront à l'origine d'eaux industrielles pré-traitées qui seront dirigées vers le réseau communal en vue de leur traitement par la station d'épuration de Villers-Bretonneux.

Sujets à résoudre

Selon votre interprétation, « l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées précise que '*le rejet en provenance d'installations classées de substances relevant de l'annexe au présent arrêté est interdit dans les eaux souterraines*'. L'annexe en question fixe un certain nombre de polluants ».

Sur ce principe, l'exutoire de la station d'épuration de Villers-Bretonneux étant l'infiltration, elle ne pourrait pas traiter les eaux en provenance de la société ORTEC qui est une installation classée.

Sur les solutions alternatives

Les deux seules solutions techniques qui autoriseraient, au sens strict de l'arrêté du 10 juillet 1990, le traitement des eaux usées générées par ORTEC dans le cadre de son projet futur seraient :

- L'évacuation des eaux usées en tant que déchet,
- Le changement d'exutoire pour la station d'épuration.

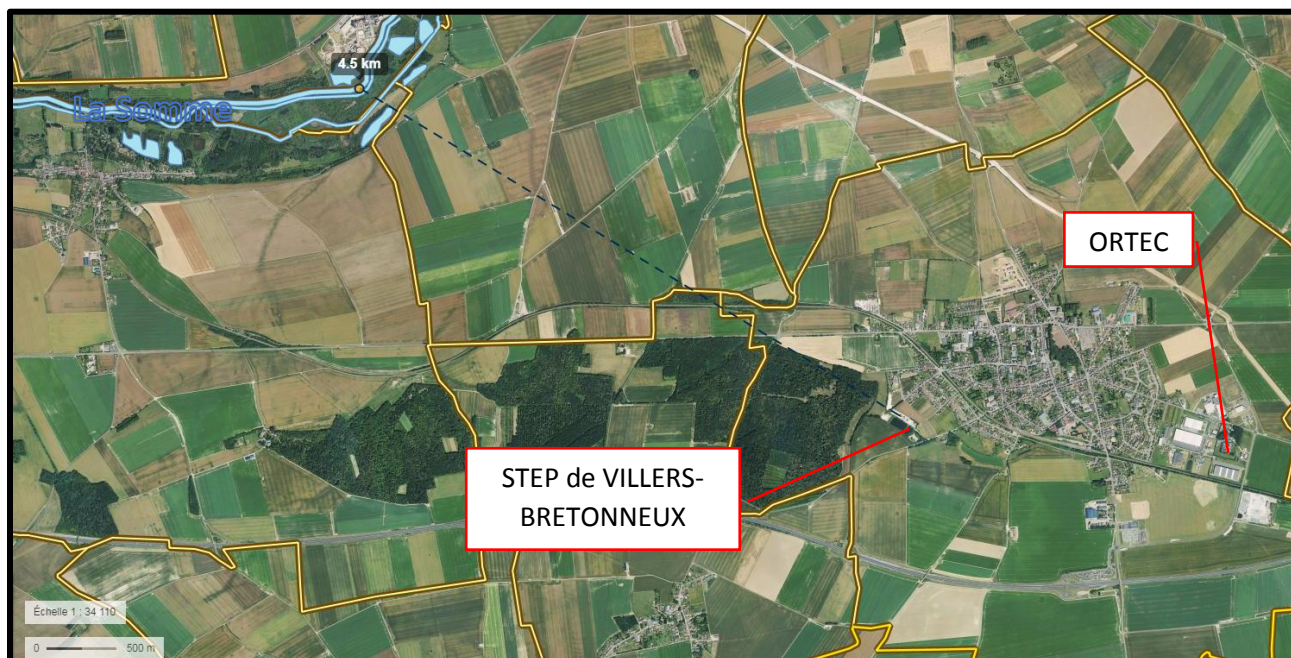
La sous-traitance du traitement des déchets aqueux reçus sur le site ou la solution d'évacuation des eaux usées en tant que déchet vers d'autres sites ne sont pas viables économiquement. En effet dans les deux options, les prix de vente d'ORTEC ne couvrent pas les charges de traitement externes et celles de transport.

La filière de traitement externe n'est donc économiquement pas viable, et elle remettrait en cause la rentabilité économique de tout le site TRD et par là même, la pérennité de ses activités.

Quant au changement d'exutoire de la station d'épuration, cela signifierait que les eaux traitées de la station d'épuration de VILLERS-BRETONNEUX ne devraient pas être infiltrées mais rejetées vers un réseau hydraulique superficiel.

La station d'épuration a fait l'objet d'investissements récents (2013) d'un montant total de 3,8 millions d'euros pour mettre à niveau (entre autres) l'ensemble des bassins d'infiltration. De nouveaux travaux sur la station d'épuration représenteraient un coût non acceptable pour la Communauté de Communes du Val de Somme qui, par ailleurs, soutient le développement des activités industrielles du territoire et celles d'ORTEC en particulier.

De plus, le cours d'eau le plus proche est la Somme qui s'écoule à 4,5 km au nord-ouest de la station d'épuration (au point le plus proche, voir plan ci-dessous). Il n'apparaît donc pas pertinent d'un point de vue technico-économique de réaliser une telle canalisation.



Ces deux solutions alternatives induiraient des coûts disproportionnés au regard des bénéfices pour l'environnement en raison des conditions locales de l'environnement et des caractéristiques techniques de l'installation.

Sur l'applicabilité de l'arrêté du 10 juillet 1990

L'applicabilité de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 est sujette à discussion. Celui-ci, rédigé il y a plus de 25 ans, manque de clarté en interdisant « le rejet en provenance d'installations classées de substances relevant de l'annexe ».

Par exemple, l'annexe exclut la présence de : « plomb », « cuivre », « arsenic », « cyanures », « biocides », « substances ayant un effet nuisible sur la saveur ou sur l'odeur des eaux souterraines ou sur l'odeur des produits de consommation de l'homme dérivés du milieu aquatique, ainsi que les composés susceptibles de donner naissance à de telles substances dans les eaux et de rendre celles-ci impropres à la consommation humaine ».

Au-delà de l'imprécision de certains paramètres (qu'entend-on par « substances ayant un effet nuisible sur la saveur ou sur l'odeur des eaux souterraines » ?) les substances listées en annexe n'ont pas de seuil, ce qui signifie que la moindre trace d'une des substances visées en annexe rend le rejet par infiltration impossible.

Or, l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique autorise la présence de certains de ces paramètres dans l'eau destinée à la consommation humaine jusqu'à un certain seuil : plomb : 10 µg/l, cuivre : 2 mg/l, arsenic : 10µg/l, cyanures : 50µg/l et permet la présence de chlore qui a pourtant un effet nuisible sur la saveur ou sur l'odeur.

Sur ce principe, une eau émise par une ICPE dont la qualité respecterait les seuils de l'AM du 11/01/2007 pourrait être autorisée pour une consommation humaine mais ne pourrait pas être infiltrée au titre de l'AM du 10 juillet 1990. Il y a ici une incohérence notable.

L'arrêté a été modifié partiellement en 2005 pour introduire la possibilité d'infiltration d'eaux pluviales mais sans retoucher au caractère des eaux industrielles. Là encore, pour 2 eaux en provenance d'une ICPE, quand bien même leur qualité serait exactement identique, celle issue du ruissellement des eaux pluviales sur les surfaces imperméabilisées du site peut être infiltrée tandis que celle issue du process ne le peut pas. L'arrêté ministériel crée une différence de réglementation en fonction de l'origine des eaux et non de leur caractérisation.

Sur l'application de l'arrêté ministériel dans les faits

Dans les faits, certaines Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sont autorisées à infiltrer leurs eaux usées industrielles après traitement. KALIES a notamment accompagné le montage d'un DDAE pour un industriel de l'agro-alimentaire basé dans les Hauts de France, dont l'activité relève du régime de l'autorisation au titre des ICPE et qui infiltre ses eaux usées après traitement.

La dernière note de doctrine sur la gestion des eaux pluviales au sein des ICPE soumises à Autorisation validée le 30 janvier 2017 par la DREAL indique également que « si l'infiltration des eaux usées de process, sans être rigoureusement interdite, ne peut être envisagée que dans le strict respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990, l'infiltration d'eaux pluviales est encouragée dans le respect des dispositions de ce même arrêté ».

Selon cette note émanant de la DREAL, l'infiltration des eaux usées en provenance des ICPE n'est pas rigoureusement interdite.

A noter également que d'autres ICPE sont raccordées à la STEP de VILLERS-BRETONNEUX :

- La Blanchisserie du Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) Unité de Traitement Inter-établissement de Linge (UTIL) à VILLERS-BRETONNEUX relève du régime de l'Enregistrement au titre de la nomenclature des ICPE (rubrique 2340). Son activité est autorisée par l'arrêté préfectoral du 19 mars 2013.
- La société STDN Logistique exploite des entrepôts logistiques sur la commune de VILLERS-BRETONNEUX. Son activité est autorisée par l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2007 au titre de la nomenclature des ICPE (rubrique 1510). L'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral indique que « les eaux issues du lavage des sols et des trémies sont dirigées vers une fosse de décantation avant d'être rejetées au réseau d'assainissement public pour traitement en station d'épuration communale ».
- Salaisons du Terroir, soumise à autorisation à VILLERS BRETONNEUX qui rejette 10 m³/j d'eaux industrielles prétraitées. Son AP ne précise pas où sont évacuées ces eaux.

Enfin, la plaquette de présentation de la station d'épuration de la commune de VILLERS-BRETONNEUX réalisée par l'Agence de l'Eau Artois Picardie (cf Annexe 1 de ce courrier) indique **à la fois** que « la nouvelle station d'épuration assure le traitement des eaux usées provenant majoritairement des habitations raccordées au réseau de collecte, mais aussi des eaux de process industrielles, issues notamment d'une unité de lavage de linge de différents établissements hospitaliers » **et que** « les eaux usées traitées sont rejetées au milieu naturel par infiltration ».

Ces éléments sont assumés par plusieurs autorités et instances nommément désignées en première page de la plaquette : Agence de l'Eau Artois Picardie, Communauté de Communes du Val de Somme, Conseil Général de la Somme, Préfet de la région Picardie.

La **différence de traitement réglementaire entre des ICPE qui ont reçu l'autorisation de rejeter leurs eaux industrielles vers la station d'épuration de VILLERS-BRETONNEUX et le cas d'ORTEC** qui souhaite rejeter des eaux industrielles pré-traitées vers ce même réseau est à ce titre non justifiée.

De même, si l'interdiction de rejets d'ORTEC vers la STEP de VILLERS-BRETONNEUX était confirmée, cela signifierait que plus aucun nouvel industriel ICPE ne pourrait se raccorder sur le réseau d'assainissement, limitant ainsi la capacité de développement de la commune de VILLERS-BRETONNEUX et du territoire de la Communauté de Communes du Val de Somme et remettrait en cause le modèle économique de ce territoire.

Nous nous permettons de rappeler que le projet d'ORTEC a le soutien du gestionnaire de la station d'épuration comme des collectivités locales qui souhaitent voir pérenniser l'activité du site sur le secteur.

Mesures en faveur du rejet des eaux usées industrielles vers la station d'épuration

Jusqu'à juillet 2010, les eaux usées générées par le process d'ORTEC étaient détruites par évapo-incinération. Ce procédé, bien que ne générant aucun rejet d'eau usée, était très consommateur d'énergie, source de rejet atmosphérique et peu efficient sur le plan environnemental. La société ORTEC a choisi de remplacer cette installation par une unité d'évapoconcentration, dont le principe est la séparation de 2 constituants liquides par le changement d'état de l'un d'eux. Le but est ainsi d'évaporer l'eau et de concentrer les autres substances ayant une température d'ébullition supérieure ; il s'effectuera une séparation entre le concentrat (produit concentré) et le distillat (eau recondensée). Le concentrat (2 à 3% du volume initial) sera stocké en cuve pour envoi vers une filière extérieure tandis que le distillat, composé majoritairement d'eau, sera rejeté au réseau d'assainissement collectif après contrôle de sa qualité et traitement biologique complémentaire.

La société ORTEC a donc fait le choix **de remplacer son équipement qui ne générait pas d'effluent mais qui était peu performant par une installation plus performante**, qui fait partie des meilleures techniques disponibles. Cette installation génère toutefois des effluents, dont le volume total est estimé à 10 000 m³/an, ce qui représente environ 2% du débit de référence de la STEP de VILLERS BRETONNEUX.

Comme indiqué dans le Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter, la société ORTEC a sollicité la Communauté de Communes du Val de Somme et son délégataire la SAUR, gestionnaire du réseau d'assainissement, pour la mise à jour de la convention de déversement des eaux. Le gestionnaire propose un projet de Convention intégrant des valeurs limites d'émission. Ce projet de convention permettra de réglementer la qualité des eaux reçues et de s'assurer qu'elles demeurent présentes dans des concentrations admissibles dans les milieux récepteurs naturels.

Le projet de convention est présenté en Annexe 2 de ce courrier.

Les eaux usées rejetées, dont la qualité sera assimilable aux eaux pluviales infiltrées sur le site, feront l'objet d'un contrôle régulier déterminé par la convention de déversement, par laquelle ORTEC s'engagera à un respect des valeurs limites d'émission.

Concernant l'impact des eaux usées traitées de la station d'épuration sur le milieu récepteur.

La station d'épuration de VILLERS-BRETONNEUX a fait l'objet d'une étude d'impact lors de sa demande d'autorisation d'exploiter au titre de la Loi sur l'Eau. L'étude d'impact a pris en compte les particularités géologiques et hydrogéologiques du secteur pour évaluer l'impact de l'infiltration des eaux usées traitées. La plupart de ces éléments sont repris dans le DDAE et complétés ci-dessous :

- Les aquifères principaux de la région d'Amiens sont la nappe de la craie de la moyenne vallée de la Somme et la nappe de la vallée de la Somme aval. La nappe de la craie offre une ressource en eau souterraine pour l'alimentation en eau potable et pour l'utilisation agricole et industrielle,
- Dans le secteur de Villers-Bretonneux, les limons comportent une forte proportion d'argile glaiseuse : cette couche d'argiles limoneuses – qui présente une perméabilité faible – permet de limiter la vulnérabilité des nappes d'eau au droit du site ORTEC ; au droit de la station d'épuration, la géologie est un peu différente puisqu'elle repose sur la craie blanche phosphatée du Santonien, accessible à 7-8 m de profondeur.
- Les puits d'infiltration de la station d'épuration de VILLERS-BRETONNEUX se situent à l'ouest de la station d'épuration. D'après les informations disponibles sur le site infoterre du BRGM, la base des puits se situe à environ 10 m, dans la craie.
- Selon la carte de localisation des captages d'alimentation en eau potable (AEP) fournie dans le DDAE, aucun captage AEP n'est présent dans un rayon de 3 km autour de la zone d'étude ;

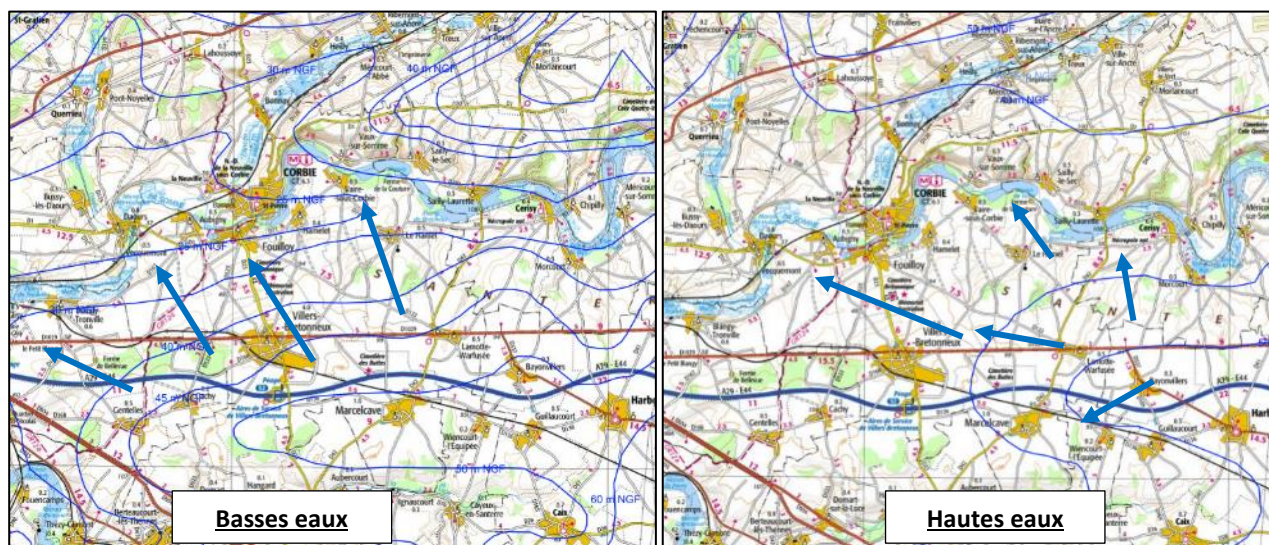
- 8 captages d'eau sont utilisés à des fins agricoles ou industrielles :

| Commune | Propriétaire | N°BRGM | Profondeur | Usage | Localisation par rapport à la station d'épuration |
|--------------------|---------------------|-------------------|------------|------------|---|
| VILLERS-BRETONNEUX | FOURNIER | 00468X0136/F01 | 78 m | Agricole | 530 m au sud |
| VILLERS-BRETONNEUX | USINE TIBERGHIE | 00468X0022/F | 130 m | Industriel | 1,2 km au nord-est |
| VILLERS-BRETONNEUX | HUYGHE Alexandre | 00468X0133/F | 66 m | Agricole | 1,7 km au nord |
| VILLERS-BRETONNEUX | EURL FLIXLAVE | 00631X0074/F_2006 | 98 m | Industriel | 2 km au sud-est |
| VILLERS-BRETONNEUX | AMKEY/ MECAPLAST | 00475X0045/P | 103 m | Industriel | 2,4 km à l'est |
| AUBIGNY | EARL VAN ISACKER | 00468X0137/F01 | 34 m | Agricole | 2,7 km au nord-ouest |
| HANGARD | SCEA HERMAND | 00631X0059/F01 | 65 m | Agricole | 3,6 km au sud |
| HAMELET | EARL LES ROSIERS | 00475X0054/F01 | 80 m | Agricole | 3,9 km au nord-est |

- Selon les piézomètres implantés sur le site d'ORTEC, la profondeur de la nappe est de l'ordre de 50 m. D'après les éléments disponibles sur la BSS eau, la profondeur de la nappe est de l'ordre de 40 m au droit des puits d'infiltration de la station d'épuration.

Il n'y a pas de piézomètre du réseau ADES à proximité immédiate du site. Le piézomètre le plus proche est le point 00632X0023/P situé sur la commune de GUILLAUCOURT (80), à environ 10 km à l'est de la station d'épuration. Les niveaux relatifs de la nappe en ce point sont compris entre 21 et 31 m.

- D'après le site du SIGES Nord-Pas-de-Calais concernant le bassin hydrographique Artois-Picardie, le sens d'écoulement de la nappe de la craie au droit du site est orienté vers le nord-ouest :



Il n'y a donc **pas de captage d'eau potable à proximité immédiate du site ORTEC ni de la station d'épuration**. La nappe de la craie se retrouve à plus de 40 m sous le niveau du sol, soit à environ 30 m de profondeur sous la base des puits d'infiltration de la station d'épuration de VILLERS-BRETONNEUX.

En conclusion

La Société ORTEC a fait le choix de remplacer son unité d'évapo-incinération, peu performante sur le plan énergétique, par une unité d'évapo-concentration qui fait partie des meilleures techniques disponibles dans le domaine du traitement de déchets. Cette technique très performante génère toutefois des distillats épurés que la société souhaite envoyer pour traitement vers la station d'épuration de VILLERS-BRETONNEUX, dont l'exutoire est l'infiltration dans la craie du Santonien.

Les eaux usées rejetées par ORTEC seront des eaux traitées sur site au moyen d'installations répondant aux meilleures techniques disponibles dans le domaine. Elles seront analysées et leur rejet vers la station d'épuration devra répondre à des critères qualitatifs convenus dans le cadre de la future convention de rejet en cours d'élaboration avec la SAUR, gestionnaire de la station d'épuration.

L'ensemble des eaux usées traitées par la station d'épuration de VILLERS-BRETONNEUX rejoint le milieu naturel par infiltration.

Pour rappel, aucun captage AEP n'est présent dans la zone d'étude.

Au regard des éléments décrits dans la présente note, l'application stricto sensu de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 apparaît comme disproportionnée et inadaptée aux enjeux du site et du secteur d'étude. Rappelons qu'il établit une liste de substances dont la présence est interdite dans les eaux souterraines, sans préciser de concentration limite admissible.

La mise en œuvre de techniques alternatives entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement en raison des conditions environnementales locales et des caractéristiques des rejets, ce qui justifierait, par analogie aux dispositions prévues par l'article R.515-68 du Code de l'environnement pour la dérogation aux valeurs limites d'émission, une dérogation à l'interdiction de principe de l'arrêté ministériel.

D'autres installations classées pour la protection de l'environnement sont raccordées à cette station d'épuration : si l'interdiction de rejets industriels vers la station d'épuration s'appliquait, cela s'inscrirait en contradiction avec les autorisations déjà délivrées aux ICPE du secteur et remettrait en cause le développement économique du territoire. Le gestionnaire de la station d'épuration mais également les collectivités ont connaissance du projet ORTEC et le soutiennent.

PJ Annexes :

- Plaque de la STEP
- Projet de convention de déversement SAUR/ ORTEC

UNE AGENCE POUR L'EAU

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie s'engage depuis plus de 40 ans aux côtés des élus et des usagers de l'eau pour protéger l'eau du Bassin Artois-Picardie afin de fournir à tous une eau de bonne qualité.

Etablissement public du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie, elle est l'une des 6 agences de l'eau chargées de mettre en oeuvre la politique nationale de l'eau et des milieux aquatiques.

L'Agence de l'Eau collecte, notamment par le biais de la facture d'eau, des redevances auprès de tous les usagers de l'eau - agriculteurs, industriels ou particuliers - soit pour l'eau prélevée soit pour les eaux usées rejetées. C'est ce que l'on appelle le principe du « pollueur-payeur ».

Ces redevances sont ensuite redistribuées sous forme d'aides financières, de subventions ou encore de prêts, en faveur de ces mêmes usagers qui mettent en oeuvre des actions de lutte contre la pollution de l'eau : dans le domaine de l'assainissement, de l'eau potable ou de la restauration des cours d'eau par exemple.

Le montant des aides et des redevances est décidé dans le cadre d'un programme pluriannuel d'intervention approuvé et adopté par le Conseil d'Administration, après avis du Comité de Bassin. Ces derniers réunissent les collectivités territoriales, les usagers de l'eau et les représentants de l'Etat et de ses établissements publics.

Le rôle de l'Agence et des instances de bassin, est d'assurer la cohérence de toutes les interventions destinées à améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques. C'est aussi de définir les secteurs prioritaires d'intervention au regard de la réglementation européenne et nationale.

Le X^{ème} programme couvre les années 2013-2018.



200, rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal - B.P. 80818 - 59508 Douai cedex
Tél : 03 27 99 90 00 - Fax : 03 27 99 90 15 - www.eau-artois-picardie.fr

Mission Mer du Nord

200, rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal
BP 80818 - 59508 Douai cedex
Tél : 03 27 99 90 76 - Fax : 03 27 99 90 15

Mission Picardie

64 bis, rue du Vivier - CS 91160
80011 Amiens Cedex 01
Tél : 03 22 91 94 88 - Fax : 03 22 91 99 59

Mission Littoral

Centre Directionnel - 56, rue Ferdinand Buisson
BP 217 - 62203 Boulogne-sur-Mer cedex
Tél : 03 21 30 95 75 - Fax : 03 21 30 95 80

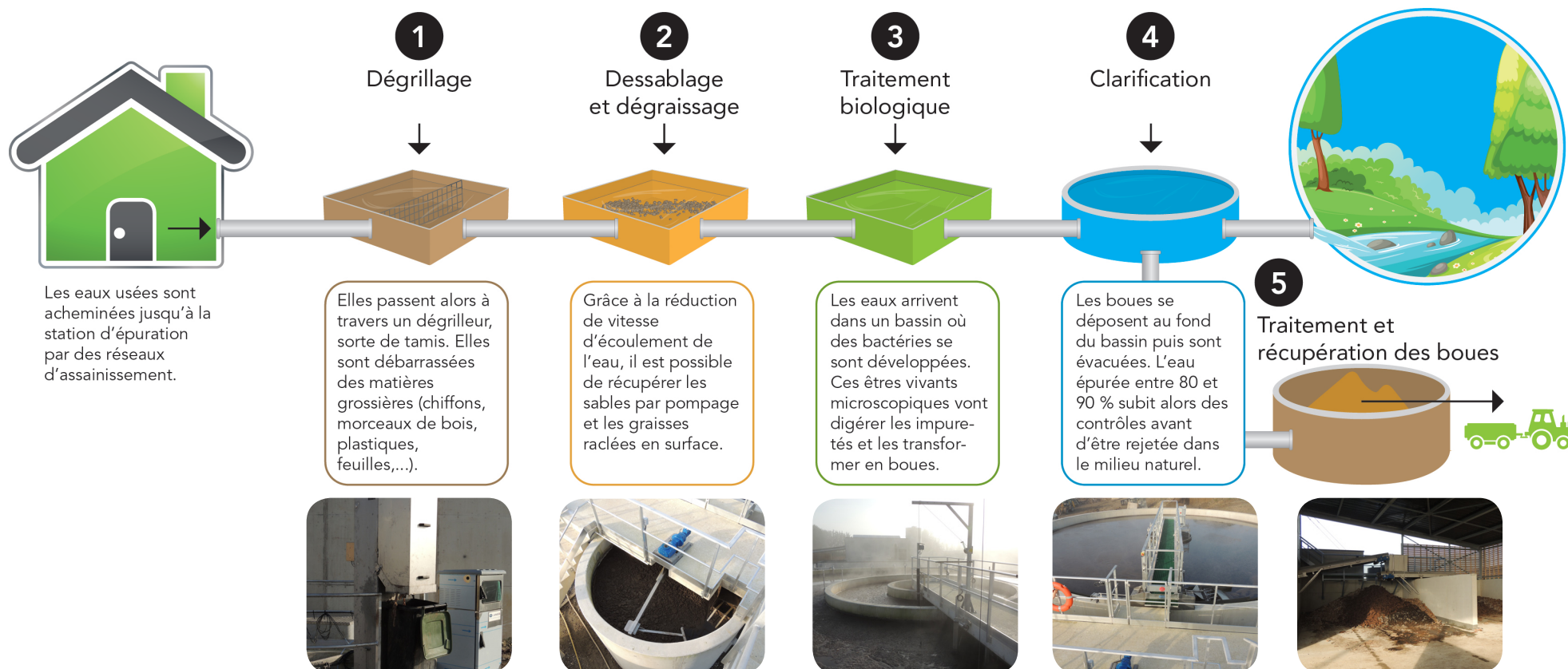
LA STATION D'ÉPURATION DE VILLERS-BRETONNEUX



Conception graphique AEAP. IPNS décembre 2013.



5 ÉTAPES POUR ÉPURER LES EAUX USÉES



LA STATION D'ÉPURATION DE VILLERS-BRETONNEUX

La station d'épuration de Villers-Bretonneux a été construite en 1976. Sa capacité était alors de 4 000 EH*. Afin d'en améliorer la performance, et de corriger ses nombreux dysfonctionnements, il a été décidé de construire un nouvel équipement. Sa capacité passe à 8 000 EH. Construite par le groupement STEREAU/BALESTRA/STAG et exploitée par la société SAUR, elle a été inaugurée le 10 janvier 2014.

La nouvelle station d'épuration assure le traitement des eaux usées provenant majoritairement des habitations raccordées au réseau de collecte, mais aussi des eaux de process

industrielles, issues notamment d'une unité de lavage de linge de différents établissements hospitaliers.

Outre la mise à niveau de l'ensemble des bassins d'infiltration, les travaux effectués permettront de traiter les pollutions carbonées ainsi que l'azote et le phosphore, responsables des phénomènes d'eutrophisation (algues vertes). Ces travaux participent à la mise aux normes des stations d'épuration du Bassin Artois-Picardie.

Les eaux usées traitées sont rejetées au milieu naturel par infiltration. L'amélioration de la qualité de ces rejets contribuera à

l'atteinte du bon état écologique de la nappe d'eau souterraine de la Moyenne Vallée de la Somme, à l'horizon 2027.

Enfin, ce projet a permis une refonte globale de la filière boue. Les boues produites à l'issue du traitement sont déshydratées sur place, en même temps que les boues de la station voisine Marcelcave. Leur bonne qualité permet de les utiliser pour fertiliser les terres agricoles.

Equivalent-Habitant (EH) : Unité de mesure permettant d'évaluer la capacité d'une station d'épuration. Cette unité de mesure se base sur la quantité de pollution émise par personne et par jour.

Capacité : **8 000 EH**

Montant total des travaux : **3 800 000 €_{HT}**

Participation financière de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie : **2 463 584 €**

Dont :
Subvention : **1 007 257 €**

Avance remboursable : **1 339 864 €**

Avance éventuellement convertible en subvention : **116 464 €**



COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE SOMME

COMMUNE DE VILLERS BRETONNEUX

SERVICE D'ASSAINISSEMENT

—o000o—

CONVENTION DE REJET AU RESEAU D'EAUX USEES
POUR L'ENTREPRISE ORTEC Services Environnement

PROJET

Bénéficiaire : ORTEC Services Environnement
Rue du 8 mai 1945
80800 Villers-Bretonneux

SOMMAIRE

| | | |
|------------|--|-------|
| ARTICLE 1 | Objet | p. 3 |
| ARTICLE 2 | Définitions | p. 3 |
| ARTICLE 3 | Caractéristiques de l'Etablissement | p. 3 |
| ARTICLE 4 | Installations privées | p. 4 |
| ARTICLE 5 | Conditions techniques d'établissement des branchements | p. 5 |
| ARTICLE 6 | Echéancier de mise en conformité des rejets | p. 5 |
| ARTICLE 7 | Prescriptions applicables aux effluents | p. 5 |
| ARTICLE 8 | Surveillance des rejets | p. 6 |
| ARTICLE 9 | Dispositifs de mesures et de prélèvements | p. 7 |
| ARTICLE 10 | Dispositifs de comptage des prélèvements d'eau | p. 7 |
| ARTICLE 11 | Conditions financières | p. 7 |
| ARTICLE 12 | Facturation et règlements | p. 9 |
| ARTICLE 13 | Révision des rémunérations et leur indexation | p. 9 |
| ARTICLE 14 | Garantie financière | p. 9 |
| ARTICLE 15 | Conduite à tenir en cas d'incident | p. 9 |
| ARTICLE 16 | Conséquences du non respect des conditions d'admission des effluents | p. 10 |
| ARTICLE 17 | Modifications de l'arrêté d'autorisation de déversement | p. 11 |
| ARTICLE 18 | Obligations de la Collectivité | p. 11 |
| ARTICLE 19 | Cessation du Service | p. 11 |
| ARTICLE 20 | Durée | p. 12 |
| ARTICLE 21 | Déléataire et continuité du Service | p. 12 |
| ARTICLE 22 | Jugement des contestations | p. 12 |
| ARTICLE 23 | Documents annexés à la Convention | p. 12 |



ANNEXES

- 1- PLAN DES RESEAUX INTERNES DE COLLECTE
- 2- REGLEMENT ASSAINISSEMENT

ENTRE :

Raison sociale de l'entreprise : **ORTEC Services Environnement**
Site de Villers Bretonneux
Rue du 8 mai 1945
80800 Villers-Bretonneux

SIRET : 790 208 920 000 70
Représentée par : M. LEQUIEN Joël
Et dénommée : **L'Etablissement**

ET :

La Communauté de Communes du Val de Somme

Propriétaire des ouvrages d'assainissement.

Représentée par son Président, Monsieur Babaut, dument accrédité à la signature des présentes par délibération du conseil de communauté du 17 avril 2008, désigné dans le texte qui suit par l'abréviation
Et dénommée : **La Collectivité**

ET :

L'Entreprise **SAUR**

La **SOCIETE D'AMENAGEMENT URBAIN ET RURAL**, Société Anonyme au capital de 101.529.000 €, dont le siège est au 11 Chemin de Bretagne, 92130 Issy-Les-Moulineaux et représentée par Monsieur Laurent FELIX, Chef d'Agence Oise Somme, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Directeur Général, prise en sa qualité d'exploitant du service d'assainissement.

Et dénommée : **Le Délégataire.**

AYANT ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Considérant que L'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention de déversement définit les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique que les parties s'engagent à respecter pour la mise en œuvre de l'autorisation de déversement des eaux usées et des eaux usées autres que domestiques de L'Etablissement, dans le réseau public d'assainissement.

ARTICLE 2 - DEFINITIONS

2.1 Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires. Ces eaux sont admissibles au réseau public d'assainissement sans autre restriction que celles mentionnées au règlement du service de l'assainissement.

2.2 Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles ainsi que les eaux de refroidissement, les eaux de rabattement de nappe, ...

Les eaux de pluie peuvent être considérées sous deux formes :

- les eaux de ruissellement sur voiries et chaussées
- les eaux de toitures

2.3 Eaux industrielles et assimilées

Sont classés dans les eaux industrielles et assimilées tous les rejets autres que les eaux usées domestiques ou eaux pluviales (ou expressément assimilées à ces dernières par la présente Convention).

Les eaux industrielles et assimilées sont dénommées ci-après **eaux usées autres que domestiques**.
Sur le site de Villers Bretonneux les résidus des effluents après traitements sont conditionnés et retraités à l'extérieur.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

3.1 Nature des activités

Regroupement et traitement de déchets industriels

3.2 Plan des réseaux internes de collecte

Voir en annexe

3.3 Usage de l'eau

Sanitaire; Nettoyages d'équipements (fûts, containers, citernes de camions)

3.4 Produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement se tient à la disposition de la Collectivité ou du Déléataire pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés. A ce titre, les fiches " produit " et les fiches de données de sécurité correspondantes sont tenues à la disposition de la Collectivité et du Déléataire.

3.5 Mise à jour

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par L'Etablissement au moment de chaque réexamen de la convention, ainsi qu'en cas d'application de l'article 13.

ARTICLE 4 - INSTALLATIONS PRIVEES

4.1 Réseau intérieur

L'Etablissement prend toutes les dispositions nécessaires d'une part pour s'assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement (et le cas échéant, des ouvrages de dépollution), soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état.

4.2 Traitement préalable aux déversements

Les prélèvements, mesures et contrôles sont effectués à l'aval des prétraitements mis en place par le pétitionnaire.

Les installations de prétraitement prévues par la présente convention doivent être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement ; l'établissement doit pouvoir justifier au délégataire ou à la collectivité du bon état d'entretien de ces installations.

En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles et graisses, féculs et débourbeurs devront être vidangés annuellement et les justificatifs d'évacuation ou d'élimination correspondants tenus à disposition du Délégataire ou de la Collectivité.

ATELIER DE TRAITEMENT D'EFFLUENTS

L'atelier disposera de 2 unités de traitement :

- ↳ un procédé physique d'évaporation avec
- ↳ un procédé physico-chimique et biologique plus traditionnel.

Procédé physique d'évaporation avec recondensation

Ce procédé sera destiné au traitement des effluents aqueux complexes principalement issus des procédés industriels notamment de la chimie et dérivés afin de séparer les polluants de la phase aqueuse.

L'évapo-concentration appliquée au traitement des effluents permet de séparer au moins 2 constituants liquides qui associent un changement d'état physique de l'un d'eux : l'eau dans ce cas qui passe de l'état liquide à l'état vapeur. Le but est ainsi d'évaporer principalement l'eau par apport d'énergie et ainsi de concentrer les autres substances ayant une température d'ébullition supérieure.

L'unité d'évaporation aura une capacité maximale de 2 000 L/h. En considérant un pourcentage moyen de fonctionnement de 90%, la capacité journalière et annuelle maximum de traitement ainsi obtenue est de 15000t/an

La mise en œuvre de cette installation nécessitera les énergies et utilités suivantes :

- ↳ apport d'énergie pour préchauffer les produits entrants tout en minimisant les consommations énergétiques générales du centre,
- ↳ refroidissement du distillat aqueux avant rejet,
- ↳ raccordement au réseau communal d'évacuation des eaux usées.

Il s'effectuera une séparation entre le concentrât (produit concentré) et le distillat (eau recondensée).

Le concentrât sera stocké en cuve pour envoi vers une filière extérieure.

Le distillat sera évacué en partie haute après le compresseur, et pourra être rejeté soit dans la station biologique soit directement au réseau d'eaux usées communal pour rejoindre la STEP de Villers Bretonneux objet de la présente convention.

Unité physico-chimie et biologie

Ce procédé sera utilisé pour des eaux polluées biocompatibles issues notamment de décantation, de ruissellement ou de lavage.

Les eaux à traiter proviendront :

- ↳ des procédés de séparation de phase des hydrocarbures,
- ↳ de déchets en entrée compatibles avec un traitement biologique,
- ↳ de la zone de lavage camions,
- ↳ d'eaux pluviales éventuellement polluées.

L'atelier de traitement des effluents comportera 3 étapes :

- ↳ un traitement physico-chimique amont afin d'éliminer les fines, les matières en suspension (MES), les métaux, de précipiter les sels et de séparer les hydrocarbures,
- ↳ un traitement biologique à biomasse fixée,
- ↳ un traitement physico-chimique aval.

La première étape de prétraitement physico-chimique comportera notamment les éléments suivants :

- ↳ décanteur statique muni de séparateur d'hydrocarbures,
- ↳ réacteur de coagulation de 5 m³,
- ↳ réacteur de floculation de 1 m³,
- ↳ aéroflottateur,
- ↳ décanteur de type cylindro-conique.

La seconde étape de traitement biologique se composera :

- ↳ de 4 réacteurs biologiques sur lits fixés de 30 m³ pour l'abattement en DCO et DBO₅,
- ↳ d'un dispositif d'insufflation d'air.

La troisième étape comportera :

- ↳ un réacteur de coagulation de 1 m³,
- ↳ un réacteur de floculation de 1 m³,
- ↳ un décanteur cylindro-conique

ATELIER DE PRETRAITEMENT

Ces ateliers reçoivent les déchets, principalement conditionnés mais aussi en vrac autorisés par l'arrêté préfectoral.

Tous les déchets reçus sont transformés sur site par différents procédés et expédiés ensuite sur des centres de traitement externes.

ALIMENTATION ET CONSOMMATION EN EAU

Le site TRD est alimenté en eau potable par le SIEP du Santerre via 3 arrivées d'eau.

La consommation annuelle d'eau est de l'ordre de 1 700 m³. Les principaux postes de consommation en eau sont les suivants :

- ↳ les installations sanitaires,
- ↳ l'activité de rinçage des citernes de camions,
- ↳ l'activité de rinçage des bacs et des GRV,
- ↳ le rechargement des camions hydrocureurs.

Le site prévoit la récupération des eaux pluviales dans une cuve de 100 m³, actuellement non utilisée sur le site, afin de la réutiliser sur le site.

Les eaux ainsi récupérées seront utilisées pour le rinçage des citernes de camions et des bacs de stockage des déchets.

Compte tenu de l'évolution des capacités d'admission et de traitement des déchets sur le site ainsi que de la mise en place de cette solution de récupération des eaux pluviales, le site TRD s'attend à une réduction de sa consommation en eau, qui sera donc inférieure à 1 700 m³/an dans la configuration future.

Aux eaux industrielles déjà identifiées s'ajouteront les eaux issues de l'activité d'évapoconcentration (distillats) ainsi que celles issues de l'installation de traitement physico-chimique et biologique.

L'activité de rinçage de citerne sera effectuée au nord de l'activité conditionnés sur une aire dédiée. Les eaux récupérées intégreront les filières de transit du centre : elles seront traitées sur le site ou évacuées vers une installation extérieure.

Les bacs et les GRV seront rincés au karcher, au sein d'une zone spécifique derrière l'atelier. Les eaux récupérées au sein de la rétention intégreront les filières de transit du centre : elles seront traitées sur le site ou évacuées vers une installation extérieure.

Le laboratoire sera également à l'origine d'eaux usées. Ces eaux seront traitées en interne sur le site.

L'activité d'évapoconcentration sera à l'origine de rejets d'eaux usées industrielles au réseau communal, qui seront dirigées vers la nouvelle station d'épuration de Villers-Bretonneux.

Une partie des eaux reçues (déchets) ou collectées sur le site (eaux pluviales, eaux provenant d'autres opérations de traitement) seront traitées par une installation physico-chimique et biologique. Cette installation sera à l'origine d'eaux industrielles collectées, traitées et dirigées vers le réseau communal puis la station d'épuration de Villers-Bretonneux.

L'Etablissement déclare que les **eaux pluviales** sont gérées conformément au descriptif contenu dans la convention de rejet eaux pluviales

L'Etablissement en tout état de cause, demeure seul responsable de ses installations.

Construction, exploitation, entretien et renouvellement du poste de relèvement sont à la charge de L'Etablissement.

La réparation des dégradations éventuelles du réseau ou de la qualité du traitement causées par un dysfonctionnement des installations de prétraitement sera imputable à L'Etablissement (sous réserve d'une preuve confirmant la corrélation).

ARTICLE 5 - CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS

L'Etablissement déverse ses effluents dans le réseau suivant :

| | Réseau public Eaux usées | Réseau public Eaux pluviales ou infiltration | Réseau public unitaire |
|---|-------------------------------------|--|---------------------------|
| Eaux domestiques | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Eaux pluviales | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Eaux usées autres que domestiques (Evolution future de l'activité) | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Le raccordement à ce réseau est réalisé par :

- 2 branchements pour les eaux usées domestiques **et autres que domestiques**.

Ces branchements comprennent depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- un ouvrage dit "regard de branchement" ou "regard de façade". Ce regard doit être visible et accessible en permanence aux agents du service public d'assainissement de la Collectivité. Il doit permettre l'installation des équipements mentionnés à l'article 9.

ARTICLE 6 - ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES REJETS

L'établissement devra se conformer aux valeurs décrites à l'**article 11.1 A** en ce qui concerne le rejet des eaux domestiques et autres que domestiques au réseau public d'assainissement. Lors d'une évolution future de son activité, l'établissement informera au préalable la collectivité des flux d'eaux usées autres que domestiques mis en jeu. Ces nouvelles conditions de rejets feront l'objet d'un avenant à la présente convention (article 17).

Il est entendu que l'établissement mettra tout en œuvre pour anticiper sa mise en conformité définitive lors de cette évolution d'activité, de façon à respecter le décret du 02/02/98.

L'établissement devra se conformer aux valeurs décrites à l'**article 11.1 B** avant la date butoir qui est le **31/12/2018**.

ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS

7.1. Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques doivent respecter les prescriptions mentionnées dans l'article 11.1.

7.2. Eaux pluviales

La présente convention ne dispense pas L'Etablissement de prendre les mesures nécessaires pour évacuer ses eaux pluviales dans les conditions réglementaires en vigueur.

Les eaux pluviales (**eaux de ruissellement et de toiture des bâtiments de production**) sont envoyées dans un bassin d'infiltration, après avoir subi le prétraitement mentionné dans l'article 4.2.

7.3. Prescriptions particulières

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, ... sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, **afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement.**

L'Etablissement s'engage à prévenir le Déléataire avant toute opération exceptionnelle susceptible de nuire au bon fonctionnement des installations.

ARTICLE 8 - SURVEILLANCE DES REJETS

8.1 AUTO-SURVEILLANCE

8.1.1 AUTO-SURVEILLANCE SUR LES EAUX USEES :

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente Convention et de son arrêté d'autorisation de déversement.

L'Etablissement met en place à ses frais, sur les rejets d'eaux usées et eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivants :

| Analyse | Fréquence | Méthode analyse |
|-------------------------------------|--------------------|---|
| Volume journalier | En continu | Compteurs principaux d'alimentation en eaux |
| - DBO ₅ | 1 fois / trimestre | NF EN 1899-1 |
| - DCO | 1 fois / trimestre | ISO 15705 |
| - MES | 1 fois / trimestre | NF EN 872 |
| - Pt. | 1 fois / trimestre | NF EN ISO 6878 |
| - Azote Kjeldhal (NTK) | 1 fois / trimestre | NF EN 25663 |
| - Azote Nitreux (NO ₂) | 1 fois / trimestre | NF EN 26777 |
| - Azote nitrique (NO ₃) | 1 fois / trimestre | NFEN ISO 10304-1 |
| - Daphnie | 1 fois / semestre | NF EN ISO 6341 |
| - Ammonium | 1 fois / trimestre | NF EN ISO 11732 |
| - NGL | 1 fois / trimestre | NF EN 25663 |
| - Odeur | 1 fois / trimestre | |
| - Chrome total | 1 fois / semestre | NFT 90-112 |
| - Fer (Fe) | 1 fois / semestre | NFT 90-017 et NFT 90-112 |
| - Zinc (Zn) | 1 fois / semestre | NFT 90-112 |
| - Cuivre (Cu) | 1 fois / semestre | NFT 90-022 et NFT 90-112 |

| | | |
|--------------------------------|-------------------|----------------------------------|
| - Plomb (Pb) | 1 fois / semestre | NFT 90-022 et NFT 90-112 |
| - Nickel (Ni) | 1 fois / semestre | NFT 90-112 |
| - Mercure (Hg) | 1 fois / semestre | NFT 90-113 et NFT 90-131 |
| - Chlorures (Cl ⁻) | 1 fois / semestre | |
| - Cyanures totaux | 1 fois / semestre | |
| - Cadmium (Cd) | 1 fois / semestre | NFT 90-112 |
| - Sélénium (Se) | 1 fois / semestre | |
| - Sodium (Na) | 1 fois / semestre | |
| - AOX | 1 fois / semestre | ISO 9562 |
| - Phénols | 1 fois / semestre | NFT 90-109 et 90-204 |
| - Hydrocarbures totaux | 1 fois / semestre | NFT 90-114 et 90-202/203 |
| - Fluorures | 1 fois / semestre | NF T90-004 |
| - Arsenic total | 1 fois / semestre | ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 |

Les résultats de ces analyses effectuées aux frais de l'établissement comportent également l'indication du volume journalier de l'effluent rejeté, lu sur le débitmètre (eau potable ou spécifique aux eaux usées), afin de permettre au délégataire de déterminer ses flux de pollution.

Il est convenu que le présent programme de mesure pourra être modifié, notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, définies dans l'arrêté d'autorisation du système d'assainissement dans lequel ces eaux sont déversées, seraient modifiées. Le cas échéant, cette modification fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C) au moins 2 jours. Les échantillons sont tenus à la disposition de la Collectivité et du Délégué. Les résultats d'analyses seront transmis à la Collectivité et à son Délégué dès réception.

L'Etablissement fournira au moins une fois par an les résultats d'analyses réalisées par un organisme agréé par le Ministère chargé de l'Environnement.

8.2 INSPECTION TELEVESEE DU BRANCHEMENT

Sans objet

8.3 CONTROLES PAR LA COLLECTIVITE

La Collectivité (ou son Délégué) pourra effectuer, à ses frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité. Les résultats seront communiqués par la Collectivité à L'Etablissement.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maximaux autorisés, ou révéleraient une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seraient mis à la charge de l'Etablissement sur la base des pièces justificatives produites par la Collectivité ou son Délégué.

ARTICLE 9 - DISPOSITIFS DE MESURES ET DE PRELEVEMENTS

Compte tenu de la configuration des dispositifs de comptage et de prélèvements, L'Etablissement en laissera le libre accès aux agents de la Collectivité ou du Délégué, sous réserve du respect par ces derniers des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'Etablissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à la Collectivité ou à son Délégué.

Compte tenu de la configuration des installations de rejet, L'Etablissement maintiendra un regard facilement accessible et spécialement aménagé pour permettre le prélèvement à l'exutoire de ses réseaux d'eaux usées autres que domestiques.

ARTICLE 10 - DISPOSITIFS DE COMPTAGE DES PRELEVEMENTS D'EAU

L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient du dispositif suivant d'alimentation en eau :

1 branchement réseau public, avec compteur.

1 alimentation avec les eaux pluviales.

Pour cela un comptage sur les eaux usées sortant de l'établissement est en place et les références du système sont les suivants :

Marque :

Type :

N° de Série

L'Etablissement s'engage à communiquer les chiffres dès la mise en place de ce compteur et ce avant le 31/12/2017.

L'Etablissement s'engage à ne pas interconnecter les réseaux de distributions d'eaux, entraînant des rejets d'eaux usées qui ne seraient pas comptabilisées.

L'Etablissement autorise la Collectivité à visiter ces dispositifs dans les conditions définies à l'article 9.

ARTICLE 11 - CONDITIONS FINANCIERES

11.1 A: FLUX ET CONCENTRATIONS DE MATIERES POLLUANTES DE REFERENCE (SITUATION ACTUELLE)

La présente convention fait l'état des eaux domestiques sanitaires et autres que domestiques. Les concentrations maximales journalières de matières polluantes qui ont été prises en considération sont les suivantes :

| Volume | 6 m ³ /j. et 0.75 m ³ /h. maxi. | Flux en kg/jrs. |
|------------------|---|-----------------|
| MES | 600 mg/L | 3,6 Kg/jrs. |
| DBO ₅ | 800 mg/L | 4,8 Kg/jrs. |
| DCO | 2000 mg/L | 12 Kg/jrs. |
| NGL | 150 mg/l | 0,9 Kg/jrs. |
| P.t. | 50 mg/L | 0,3 Kg/jrs. |

Rapport DCO/DBO5 ne devra pas excéder 2,5.

pH compris entre 6.5 et 8.5
Température inférieure ou égale à 30° C.

Comme précisé dans l'article 17, la présente convention pourra être révisée en raison de l'évolution d'activité de l'établissement. La présente convention fera l'objet d'un avenant qui fixera de nouveaux flux et concentrations ainsi que des mesures et fréquences pour l'autosurveillance.

11.1 B: FLUX ET CONCENTRATIONS DE MATIERES POLLUANTES DE REFERENCE (APRES LE 31/12/2018)

La présente convention fait l'état des eaux domestiques sanitaires et autres que domestiques. Les concentrations maximales journalières de matières polluantes qui ont été prises en considération sont les suivantes :

| Volume | 50 m ³ /j. et 6 m ³ /h. maxi. | Flux en kg/jrs. |
|------------------|---|-----------------|
| MES | 600 mg/L | 30 Kg/jrs. |
| DBO ₅ | 800 mg/L | 40 Kg/jrs. |

| | | | | |
|-----------------|-------|------|------|---------|
| DCO | 2000 | mg/L | 100 | Kg/jrs. |
| NGL | 150 | mg/l | 7,5 | Kg/jrs. |
| P.t. | 50 | mg/L | 2,5 | Kg/jrs. |
| Chrome total | 0,5 | mg/L | 25 | g/Jrs |
| Fer (Fe) | 5 | mg/L | 0,25 | Kg/Jrs |
| Zinc (Zn) | 2 | mg/L | 100 | g/Jrs |
| Cuivre (Cu) | 0,5 | mg/L | 25 | g/Jrs |
| Plomb (Pb) | 0,5 | mg/L | 25 | g/Jrs |
| Nickel (Ni) | 0,5 | mg/L | 25 | g/Jrs |
| Mercure (Hg) | 0,01 | mg/L | 500 | mg/Jrs |
| Chlorures (Cl-) | 3 000 | mg/L | 150 | kg/Jrs |
| Cyanures totaux | 0,1 | mg/L | 5 | g/Jrs |
| Cadmium | 0,1 | mg/L | 5 | g/Jrs |
| Selenium (Se) | 0,1 | mg/L | 5 | g/Jrs |
| Sodium (Na) | 2 000 | mg/L | 100 | kg/Jrs |
| AOX | 1 | mg/L | 50 | g/Jrs |
| Phénols | 0,3 | mg/L | 15 | g/Jrs |
| Hydrocarbures | 5 | mg/L | 250 | g/Jrs |
| Fluorures | 0,5 | mg/L | 25 | g/Jrs |
| Arsenic total | 0,5 | mg/L | 25 | g/Jrs |

Rapport DCO/DBO5 ne devra pas excéder 2,5.

Potentiel d'oxydoréduction supérieur à 100 mV
 Conductivité à 20 °C inférieure à 15 000 µS/cm
 pH compris entre 6.5 et 8.5
 Température inférieure ou égale à 30° C.

11.2. TARIFICATION DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT

Les tarifs en vigueur à la date de signature de la présente convention, sont fixés par le conseil municipal qui a délégué son Service Assainissement, conformément à la réglementation en vigueur.

La redevance assainissement (RA) qui permet de faire face aux dépenses relatives à la gestion du système d'assainissement comprend :

- une part due au titre des investissements (RI)
- une part due au titre de l'exploitation (RE)

La redevance assainissement (RA) s'établit comme suit : $RA = RI + RE$

La redevance assainissement comprend par ailleurs une part Collectivité et une part Déléataire.

PART COLLECTIVITE

La Collectivité perçoit une somme destinée à financer les investissements et autres charges qu'elle supporte, assise sur la consommation d'eau. Le tarif est fixé par délibération de la Collectivité.

PART DELEGATAIRE

Le tarif est défini par le contrat d'affermage du Service Assainissement.

La redevance assainissement de L'Etablissement est donc établie selon la formule

$$R = P \times V$$

, dans laquelle :

- P est le tarif de la redevance assainissement appliquée aux rejets domestiques (en €/m³),
- V l'assiette corrigée exprimée en m³ et définie ci après.

Calcul de l'assiette corrigée

L'assiette corrigée servant de base à la redevance due par L'Etablissement se calcule à partir des éléments suivants :

Le volume d'eau prélevé, soit VP

Ce volume est celui du volume d'eau prélevé sur le réseau de distribution publique (chiffre fourni par le Service des Eaux)

Le coefficient de rejet, soit Cr

Le volume de référence est celui déterminé par le débitmètre ultrasons sortie ORTEC de **référence** : n° série : XXXXXX de marque XXXXX

L'Etablissement s'engage à communiquer les chiffres dès la mise en place de ce débitmètre et ce avant le 31/12/2017.

Cr sera calculé en fonction de ce volume, le coefficient de rejet prend en compte le rapport entre le volume effectivement rejeté à l'égout et le volume défini ci-dessus.

Le coefficient de rejet tiendra compte des volumes d'eaux non rejetés au réseau d'eaux usées.

En cas de mauvais fonctionnement du débitmètre (panne, écart d'étalonnage supérieur à 15%),
Le coefficient de rejet est de :

$$Cr = 1 \text{ (si pas de débitmètre installé sur les rejets du site)}$$

Le coefficient de pollution, soit Cp

Le coefficient de pollution Cp est un coefficient tenant compte de la qualité et des coûts de traitement des effluents de L'Etablissement. Cp ne peut être inférieur à 1.

Soit la formule $Cp = 0.2 * (MES / MES \text{ domestique}) + 0.2 * (DCO / DCO \text{ domestique}) + 0.1 * (DBO5 / DBO5 \text{ domestique}) + 0.2 * (NGL / NGL \text{ domestique}) + 0.2 * (P / P \text{ domestique})$

Coefficient biodégradabilité urbain : 2.5

MES domestique = 400 milligrammes de matières en suspension par litre

DCO domestique = 800 milligrammes de demande chimique en oxygène par litre

DBO5 domestique = 400 milligrammes de demande biochimique en oxygène par litre

NGL domestique = 70 milligrammes d'azote réduit par litre

P domestique = 10 milligrammes de phosphore total par litre

Le coefficient de pollution est de :

$$Cp = 2,42$$

L'assiette corrigée V

L'assiette corrigée V, exprimée en m³, utilisable pour le calcul de la redevance, est donc obtenue par la formule suivante :

$$V = Vp \times Cr \times Cp$$

$$\text{Soit } V = 2,42 \times Vp$$

Actualisation des coefficients

Les coefficients de rejet (Cr) et de pollution (Cp) ci-dessus fixés pourront être modifiés pour tenir compte de l'évolution des rejets de L'Etablissement.

Dans les limites de l'article 13 de la présente convention, les nouveaux coefficients s'appliqueront d'office sans qu'il soit besoin d'établir un avenant à la présente convention aux rejets effectués par L'Etablissement à partir de la date de notification et de justification des nouveaux coefficients par la Collectivité à L'Etablissement.

Les nouveaux coefficients ne pourront avoir un effet rétroactif pour le calcul de la redevance d'assainissement due pour la période antérieure à la date de notification.

ARTICLE 12 - FACTURATION ET REGLEMENT

La facturation et le recouvrement des rémunérations prévues à l'article 11 sont établis dans les mêmes conditions que la facturation de la consommation d'eau potable.

En cas de non-paiement, ces sommes seront majorées conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

ARTICLE 13 - REVISION DES REMUNERATIONS ET DE LEUR INDEXATION

Pour tenir compte des conditions économiques, techniques et réglementaires, les modalités d'application de la tarification pourront être soumises à réexamen, notamment dans les cas suivants :

- 1) en cas de changement dans la composition des effluents rejetés, notamment par application de l'article 17;
- 2) en cas de modification substantielle des ouvrages du service public d'assainissement;
- 3) en cas de modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues, ou de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'usine d'épuration de la Collectivité;
- 4) en cas de variation de plus ou moins 15 % de la charge globale de matières polluantes entrant dans le calcul de la rémunération de la Collectivité, calculée par référence aux valeurs annuelles prévues au paragraphe 11.1 de la présente Convention.

ARTICLE 14 - GARANTIE FINANCIERE

Sans objet

ARTICLE 15 - CONDUITE A TENIR PAR L'ETABLISSEMENT EN CAS DE NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans son arrêté d'autorisation de déversement, L'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Collectivité et son Délégué,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution et /ou le débit de l'effluent rejeté.

En cas d'accident de fabrication susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation, L'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Collectivité et son Délégué,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Collectivité pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux industrielles si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de la Collectivité.

ARTICLE 16 - CONSEQUENCES DU NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

16.1 Conséquences techniques

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer la Collectivité conformément aux dispositions de l'article 15, et à soumettre à cette dernière, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Collectivité se réserve le droit :

- a) de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans l'arrêté d'autorisation de déversement,
- b) de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités prévue au a) précédent est impossible à mettre en œuvre, ou inefficace, ou lorsque les rejets de L'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, la Collectivité :

- informera L'Etablissement de la situation et de la ou des mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celle(s)-ci pourrai(en)t être mise(s) en œuvre,
- mettra L'Etablissement en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente convention et au respect des valeurs limites définies par l'arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

16.2 Conséquences financières

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Collectivité du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par l'arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Collectivité aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Collectivité et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Ainsi, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de L'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de L'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

ARTICLE 17- MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE DEVERSEMENT

En cas de modification de l'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de L'Etablissement, la présente convention pourra, le cas échéant, et après renégociation, être adaptée à la nouvelle situation et faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 18 - OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITÉ

La Collectivité, sous réserve du strict respect par L'Etablissement des obligations résultant de la présente Convention, prend toutes les dispositions pour :

- accepter les rejets de L'Etablissement dans les limites fixées par l'autorisation de déversement,
- assurer l'acheminement de ces rejets, leur traitement et leur évacuation dans le milieu naturel conformément aux prescriptions techniques fixées par la réglementation applicable en la matière,
- informer, dans les meilleurs délais, L'Etablissement de tout incident ou accident survenu sur son système d'assainissement et susceptible de ne plus permettre d'assurer de manière temporaire la réception ou le traitement des eaux usées visées par la Convention, ainsi que des délais prévus pour le rétablissement du service.

ARTICLE 19 - CESSATION DU SERVICE

19.1 Conditions de fermeture du branchement

La Collectivité peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement, dès lors que :

- d'une part, le non respect des dispositions de l'autorisation de déversement ou de la présente convention induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement et notamment en cas :
 - de modification de la composition des effluents;
 - de non respect des limites et des conditions de rejet fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement;
 - de non installation des dispositifs de mesure et de prélèvement;
 - de non respect des échéanciers de mise en conformité;
 - d'impossibilité pour la Collectivité de procéder aux contrôles;
- et d'autre part, les solutions proposées par L'Etablissement pour y remédier restent insuffisantes.

En tout état de cause, la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision par la Collectivité à L'Etablissement, par lettre RAR, et à l'issue d'un préavis de quinze (15) jours.

Toutefois, en cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la Collectivité se réserve le droit de pouvoir procéder à une fermeture immédiate du branchement.

En cas de fermeture du branchement, L'Etablissement est responsable de l'élimination de ses effluents.

19.2 Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- Par la Collectivité, en cas d'inexécution par L'Etablissement de l'une quelconque de ses obligations, 15 jours après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet ou n'ayant donné lieu qu'à des solutions de la part de L'Etablissement jugées insuffisantes.
- Par L'Etablissement, dans un délai de 3 mois après notification à la Collectivité.

La résiliation autorise la Collectivité à procéder ou à faire procéder à la fermeture du branchement à compter de la date de prise d'effet de ladite résiliation et dans les conditions précitées à l'article 19.1.

19.3 Dispositions financières

En cas de résiliation de la présente Convention par la Collectivité ou par L'Etablissement, les sommes dues par celui-ci au titre de la redevance d'assainissement jusqu'à la date de fermeture du branchement deviennent immédiatement exigibles.

Dans le cas d'une résiliation par L'Etablissement, une indemnité peut être demandée par la Collectivité à L'Etablissement, si la résiliation n'a pas pour origine la mauvaise qualité du service rendu ou si la prise en charge du traitement des effluents de L'Etablissement a nécessité un dimensionnement spécial des équipements de collecte et de traitement des effluents. Cette indemnité vise notamment les cas de transfert d'activité.

ARTICLE 20 - DUREE

La présente Convention, subordonnée à l'existence de l'autorisation de déversement, est conclue pour la durée fixée dans l'autorisation de déversement établie par la collectivité.

A défaut, la présente convention de rejet vaut autorisation de déversement pour une durée de 5 ans.

Trois mois avant l'expiration de l'arrêté d'autorisation de déversement, la Collectivité procédera en liaison avec L'Etablissement, si celui-ci le demande, au réexamen de la présente Convention en vue de son renouvellement et de son adaptation éventuelle.

ARTICLE 21 - DÉLÉGATAIRE ET CONTINUE DU SERVICE

La présente Convention, conclue avec la Collectivité, s'applique pendant toute la durée fixée à l'article 20, quel que soit le mode d'organisation du service d'assainissement.

A la date de signature de la présente Convention, SAUR est substituée à la Collectivité pour la mise en œuvre des droits et obligations de ladite Collectivité dans les limites définies par le contrat de gestion déléguée du service d'assainissement : pendant la durée de ce contrat, les notifications à la Collectivité, prévues par la présente Convention, lui sont donc valablement adressées.

ARTICLE 22 - JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différend qui viendrait à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention sera soumis aux juridictions compétentes.

ARTICLE 23 - DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION

- Règlement d'Assainissement
- Plan du réseau interne

Fait le, en 3 exemplaires,

Pour la Collectivité

Son Président
Mr. BABAUT

Pour l'Etablissement

Son responsable du centre T.R.D.
Mr. LEQUIEN

Pour le Délégué

Le Chef d'Agence
Laurent FELIX